



Premières leçons de la Grèce

Premières leçons de la Grèce

Cette brochure reprend un article de *Correo Internacional* (n° 13 - août 2015), une publication de la *Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale*.

Elle est éditée en langue française par la *Ligue Communiste des Travailleurs*, la section belge de la LIT-QI.

La photo de la couverture est d'une grande mobilisation pour le NON, devant le Parlement, à Athènes

lct.cwb@gmail.com
<http://www.lct-cwb.be>
<http://litci.org>

Ricardo Ayala
6 août 2015

Depuis le début des macabres « sauvetages » et mémorandums, les travailleurs et le peuple grecs ont démontré leur combativité, leur esprit de sacrifice et de lutte. A maintes reprises, ils ont dit NON à la politique de contre-réformes et à la spirale de la pauvreté et la destruction de tout un pays.

Dans la rue, dans d'innombrables manifestations et une trentaine de grèves générales, ils ont résisté aux mesures exigées par l'impérialisme et appliquées par des gouvernements laquais.

En janvier 2015, ils ont voté pour Syriza, qui avait promis d'annuler sans tarder le protocole signé plus tôt avec l'Union européenne (UE), un protocole qui, selon Tsipras, « transformait la Grèce en une colonie ». Avec ce vote, les travailleurs grecs crurent que l'époque de la soumission et des mémorandums était révolue.

Après des mois de « négociations » sans fin, ce que le gouvernement de Syriza recevait comme message de l'impérialisme était, selon les mots de l'ancien ministre Varoufakis : « *Tu as raison, mais nous allons t'écraser.* » Après l'appel au référendum concernant le diktat de l'UE, la combativité, l'auto-organisation et la mobilisation ont infligé une défaite politique sans précédent à la Troïka, Merkel, Hollande, Rajoy et Renzi. Ce NON était d'autant plus éclatant qu'il provoqua la défaite du chantage terroriste de l'impérialisme, qui avait mis complètement fin au « financement » des banques grecques, les amenant ainsi à fermer, afin de semer une ambiance pour que les partis du OUI et les médias puissent répéter en boucle : « c'est nous, ou l'abîme ». Un NON sonore aux diktats de l'impérialisme résonnait ainsi dans les quartiers ouvriers et parmi une jeunesse sans avenir.

Cependant, comme un tour de magie, le NON se transforme en OUI devant les yeux du public. Qui plus est, cette prouesse de magie fait apparaître un OUI

encore plus robuste que celui péremptoirement rejeté par tout un peuple. Une question hante la tête de tous les militants, non seulement en Grèce, mais en Europe : comment est-il possible que, après les manifestations sans ambiguïté de la volonté de la majorité d'un peuple exploité, des attaques encore plus profondes soient imposées aux travailleurs et aux retraités ? Pourquoi Syriza – qui avait promis d'« annuler le mémorandum » – devient-elle un instrument de mise en œuvre des mesures d'austérité, alors qu'elle a été élue pour faire exactement le contraire ?

Varoufakis et le « coup d'Etat » présumé

Après l'acceptation du diktat impérialiste par Tsipras, l'ancien ministre Varoufakis précise ce qui est arrivé : « *Nous sommes victimes d'un coup d'Etat humiliant.* » Entre les lignes, la déclaration faite par l'ancien ministre constate un fait : la règle de base de la démocratie bourgeoise devrait être le respect du résultat des urnes, mais étant donné qu'une politique opposée au résultat du référendum est imposée, le résultat est qu'il y a eu un « coup d'Etat » ; dicit l'ancien négociateur du gouvernement de Syriza.

L'image d'un *putsch* est également diffusée par Tsipras qui, après avoir annulé le résultat du référendum et signé le texte de compromis avec l'impérialisme, allègue qu'il a signé avec « un pistolet sur sa tempe ». Puis, dans une interview à la télévision publique grecque, il a dit qu'il a évité « une catastrophe pour le pays. » En d'autres termes, la « catastrophe », ce serait la sortie de la Grèce de

l'euro. Les articles de presse et les déclarations s'enchaînent pour affirmer qu'il « *n'y avait pas d'autre alternative* » que la signature des conditions du troisième mémorandum. Que l'UE n'a pas respecté le résultat du référendum, et que l'on serait donc victime d'un véritable *putsch*.

Mais qui fut l'architecte de ce « *putsch* » ? Ni Varoufakis, ni la note de la jeunesse de Syriza (qui lutte inlassablement pour le NON) ne mentionnent les architectes du *putsch* présumé. Le NPA en France suit la même orientation dans sa note contre l'accord. Au-delà de l'intransigeance de l'UE, le NPA ne mentionne pas quels sont les partis et le gouvernement qui ont changé le résultat du référendum. Et il donne libre cours à la version qui dit :

« *En Grèce, la mobilisation commence à s'organiser, avec des manifestations contre l'accord et pour le respect du choix démocratique exprimé par le "NON" au référendum. Les jeunes de Syriza ont exprimé leur opposition à cet accord et appellent à protester contre ce "coup d'Etat".* »¹

Pour ceux qui ont défendu et soutenu la stratégie de Syriza – de négocier avec l'impérialisme d'adoucir les mesures dans le cadre de l'euro, comme un principe incontournable –, la réponse est évidente : l'UE serait l'architecte du coup d'Etat.

En Espagne, la note officielle de Podemos, au moment où Tsipras convoquait le référendum, explique l'importance des événements :

« *Face à l'ultimatum et le chantage des créanciers, le gouvernement grec a réagi de manière exemplaire : en donnant la*

parole aux citoyens pour décider d'une manière démocratique et souveraine de leur propre avenir. »²

Selon Podemos, le gouvernement Tsipras, dans une attitude exemplaire, appelle le peuple à décider de son avenir, *en lui donnant la parole*. Mais quand le peuple parle, que disent Podemos et Syriza ? Après le vote du diktat allemand au Parlement grec, le secrétaire politique de Podemos, Iñigo Errejón, déclara : « *C'est l'accord possible, face à l'intransigeance des dirigeants européens, la meilleure solution possible...* » Et alors ? « *Nous soutiendrions ce que soutient le Parlement grec...* »³

Podemos et Syriza ajoutent une question qui ne figurait pas sur le bulletin de vote. Autrement dit, les Grecs pouvaient voter oui ou non à l'ultimatum, mais « l'accord possible » n'était pas plébiscité. Le paradoxe va au-delà de l'acceptation de l'ultimatum impérialiste. Ce qui inquiète ceux qui veulent penser, c'est : pourquoi les défenseurs à l'extrême de la « démocratie », ceux qui se disent les architectes de la « nouvelle politique » et du respect de la décision de la « citoyenneté », sont-ils les premiers à ignorer le résultat incontestable, non seulement d'un référendum convoqué in extremis, mais des élections, de leur propre programme et des manifestations et des grèves ?

Il n'y a pas moyen de masquer les paroles dites sans tordre les faits. Pour se conformer aux faits, les mots d'Errejón devraient être différents. Ce ne serait pas loin de la réalité si elles disaient : « *Comme la souveraineté du peuple ne correspond pas à mon programme, la*

solution n'est pas de faire ce que la "ci-toyenneté" a décidé de manière souveraine, mais d'adopter le programme de la Troïka. »

On peut bien accumuler les articles, les interviews et les déclarations pour expliquer le *putsch* présumé, ou le fait qu'il n'y a pas de « rapport de forces pour rompre avec l'euro » ; mais la conclusion est incontournable : face à l'intransigeance de la Troïka et la position catégorique du peuple grec qui a dit NON à répétition, Syriza (tout comme le *Bloco de Esquerda* portugais, le *Front de Gauche* français, etc.) a **opté sans ménagement pour « l'intransigeance » de l'impérialisme.**

Cette attitude de Tsipras est cohérente avec la stratégie d'obtenir « l'accord possible », en d'autres termes – ce qui revient au même –, « l'accord » que l'impérialisme veut bien accepter. Tsipras assume donc non seulement un pire mémorandum, mais il fait également sien le slogan des partis qui ont fait la campagne pour le OUI : soit le diktat de l'UE, soit « la catastrophe ».

La Grèce se dirige maintenant vers le troisième mémorandum, qui dicte des conditions encore plus sévères que les précédentes, attaquant les travailleurs, les retraités, les agriculteurs et la petite propriété. D'autre part, en ce qui concerne la souveraineté du pays, c'est directement un accord colonial où il ne reste plus un soupçon de souveraineté aux Grecs. Dans ces circonstances, la seule chose que l'on peut dire, c'est que Syriza devient un instrument de l'impérialisme pour mettre en œuvre toutes les mesures que le PASOK, en premier

lieu, puis Nouvelle Démocratie (ND) ont été incapables d'appliquer à la lettre, à cause de la résistance des travailleurs.

Mais, contrairement aux affirmations de Varoufakis et de ceux qui dénoncent sans réserve la version du *putsch*, nous ne sommes pas confrontés à un écrasement des travailleurs grecs. L'image du pistolet sur la tempe de Tsipras est une façon de dire qu'il n'y avait pas d'alternative. Dans ce cas, notre réponse à nous est : oui, il y a une alternative.

Nous sommes confrontés à une trahison profonde du parti qui a été élu avec la tâche d'annuler le mémorandum, et qui devient son contraire. Il nous est impossible de prédire quelle sera la réaction des travailleurs grecs, déçus par leur direction. Mais il est indéniable que, dorénavant, le cours des luttes contre les mesures du troisième mémorandum est directement lié aux conclusions que l'avant-garde, d'abord, puis la majorité des travailleurs vont tirer de la trahison de Syriza.

Toutefois, ce débat est loin de se limiter à la Grèce. L'ajustement structurel imposé par l'impérialisme européen (et étasunien) aux travailleurs à travers le continent met à l'épreuve le programme de toutes les classes et fractions de classe en lutte. Il soulève sans équivoque le débat sur la stratégie des gouvernements anti-austérité, prônée par les partis regroupés dans le Parti de la gauche européenne (PGE)⁴ au Parlement européen et défendu également par des organisations qui revendiquent la tradition marxiste révolutionnaire. Pourquoi le premier gouvernement anti-austé-

rité après la crise a-t-il été incapable d'accomplir son programme ?

La réponse à cette question met, à son tour, à l'ordre du jour l'analyse de la nature de l'UE et la stratégie révolutionnaire contre ce monstre impérialiste, tant pour ceux qui défendent la lutte pour la réforme des institutions de l'UE que pour ceux qui, tout en prétendant une solution révolutionnaire, refusent de soulever la nécessité de la rupture / destruction de l'UE afin de ne pas être confondus avec « la droite ». Et, *last but not least*, dans la mesure où la compréhension des événements donne lieu à des tâches : et quel type d'organisation faut-il pour les mener à bien ?

Des gouvernements anti-austérité ?

La montée électorale de Syriza est l'expression déformée de la résistance des travailleurs au profond ajustement structurel que l'impérialisme leur impose. Toutes différences spécifiques gardées quant à l'origine, l'histoire et les relations avec les organisations de la classe ouvrière, la montée électorale de Podemos en Espagne fait partie du même phénomène politique.

Depuis les dernières élections, Podemos est au gouvernement de la municipalité de Madrid (en front commun avec d'autres organisations).⁵ Les deux gouvernements « anti-austérité » (de Manuela Carmena et d'Alexis Tsipras) sont confrontés au même dilemme. Dans le cas de Carmena, elle doit honorer la promesse principale faite aux habitants de Madrid : restituer à la « citoyenneté » la municipalité kidnappée par les entreprises de construction et la mafia du Parti populaire (PP). A cet effet, elle

doit rompre avec les lois qui amarrent la parcelle de l'Etat, qui gouverne pour les intérêts des entreprises en faillite après la bulle immobilière :

« *En ce qui concerne la politique municipale, les villes "rebelles" confrontées aux coupes ont une loi, et soit elles ne la respectent pas, soit elles seront sous l'emprise de ces coupes. La réforme de la loi sur le régime local impose un contrôle serré des budgets municipaux par le ministère des Finances, et à la veille de son entrée en fonction, Rajoy menaçait déjà : pas question de dépasser le déficit ! Si les nouveaux gouvernements municipaux veulent poursuivre leurs programmes contre les coupes, ils n'auront pas d'autre choix que d'être cohérent, et de laisser de côté cette loi et le ministère des Finances... Sinon ce seront eux qui auront à appliquer ce contrôle du déficit, et appliquer des coupes... La loi exige qu'en cas de rupture de concession lors de la récupération d'un service, une compensation doit être payée ; c'est-à-dire que l'entrepreneur qui gère le service sort toujours gagnant, que la concession soit maintenue ou qu'elle lui soit retirée.* »⁶

Au-delà de la forme juridique sous laquelle les problèmes se posent, nous devons examiner leur contenu : la rupture unilatérale des contrats avec les entreprises de la construction (c'est-à-dire la confrontation avec la bourgeoisie corrompue et parasitaire) est le seul moyen à disposition de Manuela Carmena pour réaliser le programme de la coalition qui l'a élue, car toute la structure légale mise en place sert à maintenir la propriété privée et, en outre, en temps de crise, les bénéfices de quelques parasites qui se

sont emparés du budget public en plein jour.

Mais Carmena suit le chemin de Tsipras et affirme que son programme « n'est pas une Bible... mais une liste de suggestions », ⁷ étant donné que l'on ne peut franchir les limites légales (une démarche qui, bien sûr, serait en conflit avec son métier de juge). Telle est l'essence du problème, qui est en train d'être confirmée par les faits, en Grèce et à Madrid.

Cependant, la majorité absolue des travailleurs et des militants en Europe étaient convaincus que la stratégie pour cette étape de la lutte de classes sur le continent est la construction de gouvernements *anti-austérité*. Le terme vague de « gouvernements anti-austérité » encadre un concept, à savoir : des gouvernements dont la première tâche serait de rompre avec la logique de l'austérité – les coupes budgétaires et les contre-réformes –, de sorte que le continent puisse retrouver le chemin de la croissance économique, et les travailleurs leurs acquis, dans les limites de la légalité et les institutions actuelles. C'est-à-dire, sans aucune rupture de classe.

Cette mélodie a ravi la majorité des militants, ceux qui luttent contre les coupes, et un grand nombre de travailleurs. Mais cette « formule » de gouvernement cache l'essentiel, le contenu de ces gouvernements anti-austérité : elle ne cherche pas la rupture avec la bourgeoisie, ni, dans les pays dominés, avec l'impérialisme. Bien au contraire : elle défend de manière acharnée l'UE comme synonyme de l'intégration des peuples européens. Les alliances seront

alors conformes au programme : Syriza avec ANEL, et Podemos avec le PSOE dans plusieurs régions autonomes de l'Etat espagnol.

Actuellement, cette forme de gouvernement ne se limite plus aux lettres froides d'un programme : elle est devenue une réalité en Grèce et dans les principales villes d'Espagne. Le programme des partis défenseurs de cette stratégie – les membres du PGE et les partis qui font partie du dénommé Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale – s'est matérialisé : le gouvernement de Syriza fut le premier gouvernement anti-austérité en Europe. Pendant la campagne électorale, Tsipras disait qu'une loi dans le parlement grec suffirait pour annuler le mémorandum. A cette occasion, il disait la vérité.

La question que tous les militants se posent concernant les événements en Grèce est la suivante : pourquoi Syriza, qui dispose d'une majorité au parlement, ne peut-elle pas rompre avec l'austérité ? En outre, lorsque la stratégie d'« adoucir » le mémorandum fait faillite, et que le NON à « l'accord possible » est voté par 62 % des Grecs, pourquoi le gouvernement de Tsipras est-il incapable de rompre les négociations avec l'UE ?

Certaines réponses, de ceux qui se disent marxistes, attribuent l'incohérence présumée de Tsipras au fait que celui-ci aurait ouvert un processus qu'il ne pouvait plus contrôler et aurait fini par succomber à l'aile droite de Syriza. Après l'explication intenable concernant le *putsch*, l'effort pour expliquer la trahison de Syriza par les démêlés internes

de ses fractions finit par convertir les raisons fondamentales des événements en une description qui se rapproche de l'Etat commérage.⁸

L'explication fondamentale des événements est à chercher là où, précisément, Syriza, Podemos, le Bloco de Esquerda, et un long et cetera veulent bien la cacher : à quels intérêts de classe Syriza a-t-elle succombé ? Bien que ces organisations et leurs intellectuels de service peuvent effacer les classes sociales de leurs livres et de leurs proclamations, en les remplaçant par les intérêts de la « citoyenneté », ils ne peuvent pas les supprimer de la réalité.

Dans tous les moments décisifs de la lutte entre les classes, les partis (et, bien sûr, leurs ailes internes) et les grandes organisations qui représentent les différents intérêts de classe jouent un rôle central. Cependant, le fait de concentrer l'explication – de la capitulation abjecte de Syriza à l'impérialisme – sur les pressions que chacune de ses ailes exerce sur le Premier ministre mène à une impasse. Aucun parti ne vit dans une bulle, moins encore ceux qui gouvernent un pays.

Au risque d'être répétitif, la question que l'on se pose est la clé de la réponse : à quels intérêts de classe l'ensemble du gouvernement Tsipras et Syriza (et pas seulement ses différentes fractions internes) répondirent-ils quand ils ont annulé le résultat du référendum ? Pourquoi son aile gauche n'a-t-elle pas réussi à soutenir le résultat du référendum lors du vote au Parlement, alors qu'elle avait la majorité du Comité central (109 membres sur 201) ?

La réponse peut être longue, mais la question se résume en un seul paragraphe : « Une fois de plus, l'ironie cruelle du dernier paquet de la Troïka est que **90 % du montant monumental de 82 milliards d'euros du fonds de sauvetage sera utilisé pour recapitaliser les banques du secteur privé grec en crise et pour payer le FMI, la BCE et les autres créanciers. Seulement 8 à 12 milliards seront disponibles pour financer le déficit budgétaire du gouvernement en trois ans. Bref, d'un fonds de sauvetage de près de 40 % du PIB annuel grec, seulement 4 % iront au peuple grec en trois ans.** »⁹

En d'autres termes, pour soutenir le NON, Tsipras devrait aller à l'encontre des banques grecques. Mais pour les maintenir à flot, il accepte les conditions imposées par l'impérialisme pour les refinancer. Telle est la véritable signification du troisième sauvetage. Le compte pour sauver les banques grecques doit être payé par les travailleurs grecs. C'est cela la raison fondamentale de la capitulation de Syriza. Une autre façon de comprendre des paroles de Tsipras : l'expropriation des banques grecques serait la « catastrophe », car cette mesure s'impose, en cas d'une possible rupture avec l'euro.

L'idéologie « européiste » de Syriza – c'est-à-dire la permanence, à tout prix, dans la zone euro – et la stratégie de négociation fondée sur *les supplications et les protestations* visant les « nobles valeurs » de l'Europe, auxquels le Conseil européen ne pouvait rester indifférent,¹⁰ reflètent ce que la plupart des analyses refusent d'affirmer : la nature de classe d'un gouvernement qui n'a pas négocié

les intérêts des travailleurs, mais ceux de la bourgeoisie grecque lâche et soumise. C'est pourquoi le résultat de l'accord est la soumission la plus abjecte d'un pays aux diktats de l'impérialisme.

Du point de vue des intérêts des travailleurs, l'euro périsse de Syriza n'a aucun fondement dans la réalité : la majorité du peuple grec va continuer sur le chemin de l'appauvrissement et le pillage du pays. Alors, pourquoi cette contre-vérité reste-t-elle dans les discours et les proclamations, tout en n'ayant aucun rapport avec la vie en Grèce ? Il n'y a qu'une explication : un accord soumis pour une bourgeoisie soumise.

Pour trafiquer avec l'euro, le capital financier grec est prêt à brader les travailleurs et un pays tout entier comme chair à canon, tout en se servant de l'euro pour ses affaires. C'est cela la frontière marquée par la « négociation » du gouvernement de Tsipras, respectueuse des limites imposées par la bourgeoisie.

Après le référendum, la proclamation de Syriza – de concert avec les partis qui ont défendu les intérêts du capital financier grec (PASOK et Nouvelle Démocratie) – pour annuler le résultat de la consultation marque le pas : le référendum a montré que les travailleurs grecs étaient prêts à faire face à la l'impérialisme, mais précisément à cause de cela, le gouvernement Tsipras ne s'appuie pas sur le processus de mobilisation en cours. Au contraire, il cherche le soutien des partis de la grande bourgeoisie afin de fermer la voie de la confrontation avec l'impérialisme, et finalement, avec la bourgeoisie grecque.

Après l'ultimatum de l'Allemagne et le référendum, il ne reste plus d'autre choix pour protéger minimalement les intérêts des travailleurs que la rupture avec l'euro. Qui plus est, pour rompre avec l'euro sans charger le fardeau de la rupture sur le dos des travailleurs, les banques grecques doivent être expropriées. Le fait est que, pour rompre avec l'euro, Tsipras devrait briser et attaquer les intérêts de la lâche bourgeoisie semi-coloniale grecque, dont les intérêts sont liés à l'impérialisme. Le gouvernement Syriza est un gouvernement bourgeois qui répond aux intérêts de la bourgeoisie grecque et, en particulier, à ceux du capital financier grec.

Il ne faudrait pas dépenser un seul euro pour étatiser les institutions bancaires grecques, étant donné qu'elles ne sont qu'un titre de propriété accordé par l'Etat, qui leur donne le droit sacré de parasiter tout un pays. Ces parasites, associés au capital financier impérialiste, ont multiplié par quatre leurs bénéfices dans les années 1990. Mais avec l'avènement de la crise, l'impérialisme présente l'addition... et ce ne seront pas les banquiers qui paient.

Alors que les deux premiers « sauvetages » étaient destinés à sauver les banques impérialistes françaises et allemandes de la débâcle des titres de la dette grecque (moyennant le transfert vers les fonds de l'UE, la BCE et le FMI), le troisième sauvetage a comme un de ses objectifs fondamentaux la recapitalisation des parasites locaux des requins impérialistes, les banques grecques, par le biais d'attaques encore plus dures

contre les travailleurs et l'abandon total de la souveraineté du pays.¹¹

C'est ce qui explique la brutalité avec laquelle l'UE a abordé la question. Lorsque l'impérialisme allemand dit être prêt à « se passer de la Grèce » dans la zone euro si celle-ci n'accepte pas ses ordres, ce n'est pas un bluff. Cela reflète l'essence même de l'UE : l'Etat impérialiste allemand est prêt à renflouer ses propres banques, mais pas les banques grecques. Et si elle y est contrainte par les circonstances, le prix à payer sera le durcissement du pillage.

La stratégie des gouvernements *anti-austérité* révèle, par la voie des faits, ce qu'elle tente de cacher avec ce nom grandiloquent : il s'agit bel et bien de maintenir intacts les intérêts de la bourgeoisie. On ne peut pas stopper les plans d'austérité en évitant la confrontation avec les bourgeoisies au sein de chacun des pays dominés par l'impérialisme. Syriza et Podemos sont donc condamnés à faire le contraire de ce qu'ils ont dit qu'ils feraient. Ils acceptent les limites et les règles imposées par un régime et par des institutions faites à mesure pour préserver les intérêts de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie.

Les intérêts matériels des classes déterminent la politique des partis. Les contradictions que les secteurs bourgeois et petit-bourgeois et les classes moyennes ont avec l'UE sont relatives, alors que **les travailleurs sont la seule classe dont les intérêts sont irrémédiablement incompatibles avec la domination impérialiste de l'Union européenne.**

La LIT a appelé à voter NON dans le référendum grec, et après sa victoire, elle a exprimé ce qui suit : « *On ne peut pas avoir confiance en ce gouvernement. Il faut construire des organisations de Front uni qui peuvent combattre, dans la rue et sur les lieux de travail, les plans de la Troïka et toute mesure d'austérité. Construisant ainsi les bases d'un véritable gouvernement de la classe ouvrière, soutenu par la mobilisation des travailleurs et du peuple et par l'appui international. Telle est la seule façon de vaincre l'agression impérialiste et de construire une issue ouvrière pour la Grèce et l'Europe.* »¹²

La véritable catastrophe pour les travailleurs, c'est l'Union européenne.

L'ajustement structurel imposé par le capital financier européen – à savoir : les contre-réformes du travail, les coupes et une foule de mesures qui ont amené la spirale de la pauvreté et la perte de conquêtes, bref, la nouvelle norme d'exploitation que le capital financier veut imposer aux travailleurs – est appliqué de commun accord par les gouvernements européens, ainsi que par l'instrument créé à cet effet par le capital financier : l'Union européenne.

La définition concernant le caractère de l'UE et la politique des révolutionnaires face à elle constituent une ligne de partage des eaux entre les partis et les organisations, que ce soit ceux qui revendiquent la tradition réformiste ou la révolutionnaire. La mise en œuvre du troisième mémorandum grec – qui devra être appliqué par Syriza – doit générer un ample débat sur la politique à l'égard de l'UE. Cela concerne les militants qui

participent au programme présenté par Podemos et le Bloco de Esquerda et par le premier gouvernement à appliquer la stratégie d'essayer de rompre avec l'austérité, mais dans le cadre de l'UE, ainsi que ceux qui y cultivent des espoirs.

Syriza et le PGE nous proposent un programme de « démocratisation de l'UE et de sa structure institutionnelle », parce que, selon ces partis, « l'intégration européenne serait en danger »¹³ à partir de la crise capitaliste qui a commencé en 2007. Podemos, sans faire formellement partie du PGE, présente des propositions similaires. Dans son programme, il inclut les éléments suivants : « *La conversion de la BCE dans une institution démocratique pour le développement économique des pays ; la création d'un Commissariat à la participation dans la Commission européenne, proposé et élu par le Parlement européen... ; la refondation des institutions de l'Union européenne (UE).* »¹⁴

Le grand défi du premier gouvernement anti-austérité des partis du PGE serait alors de rendre compatibles les mesures de son programme avec la défense intransigeante du Marché commun, de l'euro et de la structure institutionnelle européenne. Car il s'agit de « sauver » de telles institutions pour les objectifs sous-jacents : *l'intégration des peuples d'Europe* ; et les rejeter serait une « attitude anti-européenne ».

La discussion initiale et fondamentale pose la question suivante : est-il possible de briser la politique d'austérité au sein de l'UE ? Dans la tête de tous les militants, le centre du problème aujourd'hui est de savoir comment « sauver » les

acquis de l'Etat providence. Les partis du PGE se basent sur ces faits pour dire qu'il est possible d'y parvenir, sans rompre avec les intérêts de la bourgeoisie de chaque pays, et, qui plus est, dans le cadre de l'UE.

Cette perspective a trébuché sur certains « obstacles ». Leur identification est un des grands défis pour la poursuite de la lutte. Tout d'abord, il y a l'alliance indissoluble avec la bourgeoisie.

L'Europe impérialiste, dépassée par les Etats-Unis à partir des années 1920 et divisée entre ses différents Etats, n'est plus le centre de gravité de l'économie mondiale. Les conditions historiques particulières qui ont permis la montée du capitalisme européen après la Seconde Guerre mondiale (le « boom économique ») et son second souffle avec l'extension du marché commun à l'UE actuelle ont été principalement le résultat d'un processus essentiellement politique, dans lequel les trahisons de la social-démocratie et du stalinisme ont été décisives... De ce fait, **l'intégration productive sous le capital financier est à l'opposé de « l'unité » de l'Europe**, car une telle intégration est basée sur une division du travail qui, visant à maximiser les profits du capital financier, donne lieu à l'augmentation de l'antagonisme entre les pays.

Le degré d'intégration économique atteint par le capital n'a **pas** entraîné la mise en œuvre d'une structure d'Etat européenne qui vise à réduire les inégalités entre les pays, mais le contraire. Car, bien que les frontières formelles ont été partiellement diluées, les frontières entre les économies dominantes et les

dominées ont été fortement renforcées par la division du travail et les bénéfices que le capital financier en extrait. Et c'est une tendance qui, loin de diminuer, s'approfondit : la semi-colonisation de la Grèce et du Portugal ; l'incorporation de nouveaux pays semi-coloniaux comme la Croatie et la Lituanie ; ou l'offensive impérialiste vers l'Est – appelée « partenariat oriental » –, qui vise l'intégration des anciennes républiques soviétiques qui y entrent directement en tant que pays parias semi-colonisés fournisseurs de matières premières et de réserve de main-d'œuvre bon marché. De même, le Marché commun est le bélier qui permet aux anciens empires coloniaux d'imposer des traités néocoloniaux à leurs anciennes colonies, notamment en Afrique, en approfondissant le pillage de leurs richesses.¹⁵

A notre avis, voilà les obstacles fondamentaux qui ont pulvérisé le programme du PGE. Les conquêtes matérielles et les conditions de vie obtenues par la classe ouvrière européenne après la Seconde Guerre mondiale vont bien au-delà de ce dont disposent leurs frères d'Asie, de l'Amérique latine ou d'Afrique. Et au-delà du salaire direct, le droit à la pension, les soins de santé et l'éducation publics, les congés payés, les indemnités de chômage, etc. différencient les travailleurs européens de leurs frères étasuniens.

Toutefois, ces réalisations ne furent pas le produit de « l'âge d'or du capitalisme » ou de la politique économique dite keynésienne. Elles furent clairement le produit de grandes révolutions. Après la défaite du fascisme nazi en 1945, les partis stalinien devinrent des « partis

de l'ordre », au prix de ne pas conduire la classe ouvrière au pouvoir (en France et en Italie, entre autres). Dans d'autres pays, comme l'Angleterre, les concessions étaient le seul moyen d'endiguer la vague de grèves monumentales initiées pendant la guerre. Les bourgeoisies des principaux pays impérialistes furent contraintes d'étatiser les entreprises, de créer les systèmes de santé et d'éducation publics de l'Etat, les programmes de logement, etc., pour arrêter la vague révolutionnaire, en offrant à la social-démocratie et au stalinisme l'appât de l'incorporation de ces partis aux régimes, préservant l'essentiel : la propriété privée.

L'Etat providence n'est pas une « caractéristique du capitalisme européen ». C'était une parenthèse historique, et le capital avance maintenant pour le liquider, car la concurrence internationale dans le capital financier n'a qu'une seule règle : l'augmentation des profits.¹⁶

Lorsque Schäuble, le ministre des Finances de l'Allemagne, affirme que les engagements pris par la Grèce avec l'UE ne peuvent pas être à la merci du gouvernement du moment, il indique le sens et le caractère de la lutte en cours. **Pour le capital financier européen, l'ajustement structurel est non négociable**, il touche le prolétariat de l'ensemble du continent et son poids a un effet différent en fonction de la place que chacun des pays occupe dans la chaîne de domination impérialiste. Hollande remplace Sarkozy en France, avec la promesse de mettre fin à l'austérité, mais il met en œuvre des contre-réformes encore plus profondes.

Quoi qu'il en soit, comme un sous-produit de leurs luttes et d'une période dans laquelle les bénéficiaires des monopoles impérialistes européens augmentèrent (par la construction du Marché commun et de l'exploitation des peuples du monde entier), les travailleurs ont arraché à la bourgeoisie une portion de la richesse créée par eux. Et le régime de « démocratie bourgeoise » n'avait d'autre choix que d'intégrer ces réalisations, de les transformer en lois et de les gérer avec la coopération du stalinisme et de la social-démocratie.

Etant donné qu'à l'époque, ces gains sapent les profits des monopoles qui produisent en Europe, par rapport aux conditions d'exploitation dans le reste du monde, les institutions constitutives du régime dans les pays (c'est-à-dire, l'appareil institutionnel de l'Etat) sont au service de l'application stricte de l'ajustement structurel. Ce n'est pas par hasard que la social-démocratie européenne (quand elle était au gouvernement en Italie, en France et en Angleterre) fut la force motrice du traité de Maastricht qui ficelle et démarre le fardeau de l'ajustement structurel en Europe.

Les travailleurs tiennent en compte leur expérience et leurs acquis, avec une vision de la réalité qui ne correspond déjà plus aux conditions de la lutte actuelle. Les partis du PGE mènent le combat à une impasse quand ils font miroiter la possibilité de « négocier » l'ajustement dans le cadre des institutions (que ce soient celles du pays ou de l'UE). Car Schäuble a clairement fait comprendre que l'ajustement n'a rien à voir avec les changements de gouvernement : c'est une affaire

de l'Etat. Le capital financier n'accepte pas passivement les changements mis en œuvre par des majorités parlementaires « circonstancielles ».

En ce qui concerne des pays comme la Grèce, le Portugal et les pays de l'Est, le fardeau de l'ajustement est plus profond parce que ce sont des pays dominés par l'impérialisme. Les traités de l'UE et la faiblesse structurelle de leurs bourgeoisies ont entraîné un changement dans la structure de l'Etat, qui passe à répondre directement à l'impérialisme. Car, comme mentionné ci-dessus, la soumission du pays est la condition pour que leurs bourgeoisies obtiennent des gains en euros.

Quoi qu'il en soit, les décès dans les files d'attente des hôpitaux, le retour de maladies typiques de la pauvreté (qui n'existaient plus depuis un demi-siècle), la malnutrition chez les enfants du prolétariat, la destruction de l'éducation et de la santé publiques et la réduction des salaires produisent un profond changement dans les conditions d'existence de l'ensemble du prolétariat ; et c'est une réalité dans les pays dominés comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande et les pays de l'Europe de l'Est et des Balkans.

Tout changement réel dans la politique économique de la Grèce, du genre de celui qui a abouti à la construction de l'Etat providence, l'étatisation d'entreprises et de branches industrielles, implique une rupture avec les traités de l'UE. Cela impliquerait également la récupération d'une souveraineté en laquelle la bourgeoisie grecque n'est pas intéressée. Il n'y a que le prolétariat qui est intéressé à cette tâche.

Notes

- 1 <http://www.npa2009.org/communique/non-laccord-tsipras-ue-solidarite-avec-les-travailleurs-et-le-peuple-grecs>.
- 2 <http://www.npa2009.org/communique/non-laccord-tsipras-ue-solidarite-avec-les-travailleurs-et-le-peuple-grecs>. - Nous soulignons.
- 3 http://www.eldiario.es/politica/Podemos-respalda-Tsipras-Apoyamos-Parlamento_0_409809150.html
- 4 *Le Front de Gauche* de la France, *Izquierda Unida* d'Espagne, le *Bloco d'Esquerda* du Portugal, *Die Linke* de l'Allemagne et *Syriza*.
- 5 Manuela Carmena était tête de liste de Podemos dans les élections primaires du front électoral *Ahora Madrid*.
- 6 <http://www.corrienteroja.net/una-red-de-ciudades-insumisas/>
- 7 www.europapress.es/.../noticia-carmena-no-ve-necesario-crear-banco-pu...
- 8 Stathis Kouvelakis (dirigent de la Plate-forme de Gauche de Syriza) : *La façon avec laquelle Tsipras a traité la pression de Dragakis est la raison pour laquelle la réunion de jeudi [après la convocation au referendum] fut si importante. C'est parce que c'est lui qui a accepté l'orientation de ce dernier et a envoyé une lettre infâme à l'Europgroupe, et avant cela, une lettre pour demander un nouveau prêt. C'est ce qui a ouvert la voie pour ce qui allait venir, la semaine après le referendum.* www.ja-cobinmag.com/2015/07/tsipras-varoufakis-kouvelakis-syriza-euro-debt/
- 9 Michael Roberts. <https://thenextrecession.wordpress.com/2015/07/19/the-euro-train-going-off-the-rails/> - Nous soulignons
- 10 « *Les dirigeants de Syriza ne sont pas parvenus à faire la distinction, mentalement, entre l'appartenance à la zone euro et celle à l'UE, considérant que la sortie de l'euro était équivalente à l'expulsion de l'UE : le pire cauchemar pour les bons Européens qu'ils affirmaient être... Les Grecs gardaient donc un bon souvenir de l'euro, dont ils ne faisaient pas le lien avec la misère actuelle. Tsipras et ses collègues, loin d'expliquer ce rapport, ont répété constamment à qui voulait les écouter qu'il n'était pas du tout question d'abandonner l'euro.* » Perry Anderson, *El error de Tsipras*, <www.vientosur.info/>
- 11 Les dénonciations concernant le pillage du pays, effectué par la bourgeoisie grecque avec des transferts sur des comptes en Suisse, font que le troisième sauvetage n'est qu'une mauvaise plaisanterie. « *Il est impossible de calculer combien d'argent a été retiré du trésor public grec dans la fuite massive de capitaux... Cette hémorragie économique s'est produite sur un patient déjà exsangue par une évasion fiscale effrénée : selon un rapport de Helvea Bank, en 2009, 99 % des 23 milliards d'euros déposés par des millionnaires grecs sur des comptes en Suisse n'ont jamais été déclarés au fisc. Et tout cela, sans compter les multiples autres formes d'investissements en Suisse : actions, bons de caisse, immeubles, fondations, trusts, fonds...* » C. H. Bayo (público.es).
- 12 *Non, c'est non. Aucun plan d'austérité.* Déclaration du Comité exécutif de la LIT-QI, 08.07.2015. <www.lct-cwb.be/index.php?option=com_content&task=view&id=375&Itemid=110>
- 13 Thèse du 2e Congrès du PGE, 2007.
- 14 <http://podemos.info/wordpress/wpcontent/uploads/2014/05/Programa-Podemos.pdf>
- 15 *La Unión Europea y nuestra política.* XI Congreso Mundial de la Liga Internacional de los Trabajadores. Resoluciones y Documentos. Ediciones Marxismo Vivo, 2013. En ce qui concerne la polémique sur la perspective de construire un Etat européen supranational, voir la revue *Marxismo Vivo*, n° 6.
- 16 Nazareno Godeiro. *La actualidad de la teoría del imperialismo de Lenin.* www.litci.org



Les intérêts matériels des classes déterminent la politique des partis. Les contradictions que les secteurs bourgeois et petit-bourgeois et les classes moyennes ont avec l'UE sont relatives, alors que **les travailleurs sont la seule classe dont les intérêts sont irrémédiablement incompatibles avec la domination impérialiste de l'Union européenne.**

